

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** TROYES, le 11 décembre 2025

Nos réf. : SAU/KP/MI n° 25 - 661

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ASSA ABLOY SAS**

Impasse Léon Lecornu  
10300 SAINTE-SAVINE

Code AIOT : 0005702086

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 novembre 2025 dans l'établissement ASSA ABLOY SAS implanté Impasse Léon Lecornu - 10300 SAINTE-SAVINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASSA ABLOY SAS
- Impasse Léon Lecornu - 10300 SAINTE-SAVINE
- Code AIOT : 0005702086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ASSA ABLOY AUBE ANJOU de SAINTE-SAVINE est dédié à la fabrication de serrures, verrous, ferme portes et cadenas pour le bâtiment.

La société appartient au groupe suédois ASSA ABLOY qui est spécialisée dans les solutions d'ouverture de portes.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Combustion

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
1	Nomenclature	AP Complémentaire du 29/04/2015, article 2	Prescriptions complémentaires
2	Installations	AP Complémentaire du 23/04/2015, article 3.2.2.1	Prescriptions complémentaires
3	Modifications	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 1.5.1	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, les points de contrôle n'ont pas fait l'objet d'écart mais ont démontré qu'il était nécessaire de modifier l'encadrement du site, notamment suite au porter-à-connaissance transmis le 03 octobre 2025 relatif au remplacement du four de décapage thermique par une machine de décapage chimique. Aussi, il est proposé à Monsieur le Préfet d'encadrer les modifications au travers un arrêté préfectoral complémentaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nomenclature

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2015, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique		Régime <sup>(1)</sup>	Observations
N°	Intitulé		
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement de surfaces (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique,...) (métaux, matières plastiques,...) par voie électrolytique ou chimique, par un procédé utilisant des liquides sans mise en œuvre de cadmium, le volume des cuves étant supérieur à 1 500 litres	A	Dégraissant phosphatant : 9000 litres 1 machine fonctionnant à l'eau chaude uniquement : 400 litres 1 machine fonctionnant au dégraissant lessiviel : 400 litres 3 fontaines de 60 litres utilisant des produits lessiviels : 180 litres soit un volume total de 9 980 litres
2566-1a	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique, la capacité volumique du four étant supérieure à 2000 litres	A	Four de décapage des balancelles par pyrolyse, d'un volume de 4000 litres
2560-B-1	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1000 kW	E	Puissance totale installée des machines concourant au travail mécanique des métaux : 1135 kW
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu des métaux alliages	DC	Utilisation d'un four dans l'atelier outillage
2575	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques,... sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage,	D	Puissance installée maximale : 33,5 kW

	la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW		
2910-A2	Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, ...de la biomasse, la puissance thermique de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	DC	59 aérothermes pour le chauffage des ateliers : 2375 kW 1 four de décapage des balancelles : 440 kW 1 dispositif de chauffage du bain de dégraissage de la chaîne de peinture : 406 kW 1 étuve de séchage associée à la chaîne de peinture : 290 kW 1 four de polymérisation associé à la chaîne de peinture : 464 kW soit une puissance totale de 3975 kW
2925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	D	77 chargeurs de batteries, représentant une puissance maximale de 188 kW
2940-2b	Application, cuisson ou séchage de peinture, vernis, colle, sur support quelconque (bois, métal, ...), lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant supérieure à 10 kg/jour mais inférieure ou égale à 100 kg/jour	DC	Application d'un vernis à eau : 1 kg/jour Application de colle pour les cartons destinés aux expéditions : 20 kg./jour  soit une quantité maximale de 21 kg/jour
2940-3b	Application, cuisson ou séchage de peinture, vernis, colle, sur support quelconque (bois, métal, ...), lorsque les produits mis en œuvre sont des résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant supérieure à 20 kg/jour mais inférieure ou égale à 200 kg/jour	DC	Application de peinture à base de résines organiques (poudre) : 75 kg/jour

#### Constats :

Lors de la visite et des échanges avec l'exploitant, il est constaté que les rubriques sont modifiées suite à la mise en place du nouvel équipement de décapage chimique. En effet, l'arrêt de l'utilisation du four de décapage thermique entraîne l'arrêt de la rubrique autorisée n° 2566-1a (nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique) mais également une mise à jour de la rubrique n° 2910-A2 (combustion) sans changement de seuil pour cette dernière. Il est également constaté que l'équipement présenté par l'exploitant est encadré par la rubrique 2565-2a (Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique). Par conséquent cet équipement vient s'ajouter aux quantités déjà enregistrées sous réserves de l'instruction du porter-à-connaissance susvisé.

L'exploitant a transmis un porter-à-connaissance concernant ces modifications dont l'instruction est réalisée dans le dernier point de contrôle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**N° 2 : Installations****Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/04/2015, article 3**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques**Prescription contrôlée :**

N° conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	combustible
1	Bains de traitement de surface (dégraissant phosphatant)	Cuve 9000 litres	-
2	Dispositif de chauffage du bain de dégraissage	464 kW	Gaz naturel
3	Étuve de séchage du traitement de surface	232 kW	Gaz naturel
4	<i>supprimé</i>		
5	Vernissage des petites pièces	Aérosols non captés par le rideau d'eau	-
6	Décapage thermique des balancelles	Puissance totale de chauffe : 270 th/h	Gaz naturel
7	<i>supprimé</i>		
8	Étuve de polymérisation	Fonctionnement à 200°C	Gaz naturel
9	Électro-érosion	-	-
10	Aspiration sèche ('Torit Donald Son')	-	-
11	Aspiration humide ('Deltol')	-	-

**Constats :**

La visite d'inspection intervient durant l'instruction du porter-à-connaissance de l'exploitant concernant la mise en place de la machine de décapage chimique. Aussi, durant la visite, il a été réalisé un point sur la situation des différents conduits et installations raccordées.

Il a été constaté la présence des équipements suivants :

- bain de 9000 L de traitement de surface
- dispositif de chauffage du bain de dégraissage
- étuve de séchage du traitement de surface
- vernissage des petites pièces
- décapage thermique des balancelles
- étuve de polymérisation
- électro-érosion
- aspiration sèche
- aspiration humide
- équipement de décapage chimique

Le décapage thermique des balancelles sera supprimé lorsque l'équipement de décapage chimique sera complètement opérationnel. Toutefois, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'encadrer les modifications induites par le porter-à-connaissance au travers d'un arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

### N° 3 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leurs voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Lors de la visite l'exploitant a présenté la machine de décapage chimique visée par le porter-à-connaissance du 03 octobre 2025. L'équipement est en phase d'essai et le four de décapage est encore utilisé.

**Instruction du porter-à-connaissance du 03/10/2025 :****Caractérisation de la demande au vue du dossier**

L'exploitant précise, dans son porter-à-connaissance, souhaiter remplacer le four de combustion de décapage des balancelles de peintures suite à des dépassements fréquents des valeurs limites d'émission sur le paramètre COV totaux.

L'exploitant souhaite procéder au remplacement de ce procédé de décapage thermique par un procédé chimique. Le décapage est réalisé par trempage dans une solution alcaline suivi d'un rinçage dans l'eau. La machine de décapage fonctionne en cycle automatique et en circuit fermé. Elle dispose de 3 compartiments, une zone de chargement/déchargement, un bain de rinçage et un bain de trempage de 1300 L (dilution à 50 % d'un produit contenant jusqu'à 50 % de soude).

L'exploitant indique dans son porter-à-connaissance que l'équipement est installé dans un atelier dont les regards sont raccordées à deux cuves de rétention (6 m<sup>3</sup> et 7 m<sup>3</sup>).

L'exploitant précise notamment dans son dossier que la machine dispose d'une rétention interne pour le volume de chaque bain.

Lors de la visite, il a été constaté que les rejets atmosphériques de cet équipement sont réalisés en toiture.

L'exploitant a installé une cuve de 1000 L à proximité de la machine afin de réaliser les purges manuelles de l'équipement. L'exploitant a disposé un cadenas sur cette purge ainsi qu'un bac de rétention de 600 L sous la cuve. Durant la visite, l'exploitant a présenté la procédure MO2532 précisant les modalités de changement de la cuve. La cuve est ensuite stockée dans une armoire à produits chimiques sur rétention, les égouttures étant traitées comme déchets dangereux.

**Caractéristique réglementaire du projet**

L'exploitant est actuellement autorisé sur la rubrique 2566 relative au décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique. L'exploitant précise que l'objectif est de supprimer le four de décapage des balancelles pour la fin d'année 2026.

La suppression de ce four de combustion entraîne une sortie de la rubrique 2566-1a de la nomenclature des installations classées.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 29/04/2015 autorise l'exploitant à exploiter un volume total de 9 980 L de liquide pour la rubrique 2565-2a relative au Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique. L'ajout de cet équipement entraîne une augmentation du volume de liquides utilisés de 1 300 L, soit un volume total de 11 280 L.

L'extension en elle-même ne dépasse pas le seuil de classement de l'enregistrement donc il est

nécessaire d'étudier au cas par cas le projet.

### **Analyse réglementaire du dossier**

Pour déterminer si les aménagements projetés constituent une modification substantielle des conditions d'exploitation ou non, il convient d'étudier les dispositions de l'article du code de l'environnement :

#### **Point 1° de l'article R. 181-46-I**

Les modifications n'impactent pas le classement réglementaire du site. Elles ne constituent ni une nouvelle activité permanente, ni une extension géographique, ni une extension importante de la capacité d'une activité existant.

#### **Point 2° de l'article R. 181-46-I - Sans objet**

L'arrêté du 15 décembre 2009 est abrogé par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2019.

#### **Point 3° de l'article R. 181-46-I**

Au regard des éléments présentés dans le porter-à-connaissance et de la visite d'inspection du 6 novembre 2025, la modification ne génère pas de dangers ou d'inconvénients significatifs pour l'environnement que l'exploitant ne maîtrise pas déjà.

### **Avis de l'inspection des installations classées**

Après examen, la modification technique apparaît comme étant non-substantielle.

Le nouveau système implanté ne devant pas être à l'origine de rejet de COV présentant des phrases de risques, l'inspection des installations classées considère qu'aucun nouveau polluant de ce type n'est émis : aucune valeur limite ne leur est associée, ce qui indique clairement que leur rejet est interdit.

La nouvelle installations relève du seuil d'enregistrement, comme vu précédemment. L'inspection des installations classées rappelle à ce titre que l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliqueront à cette nouvelle installation, que ce soient pour les émissions de rejet atmosphériques (hauteur de la cheminée, dispositifs de mesures, concentrations maximales à respecter, autosurveillance), pour les dispositifs de gestion des effluents, voire pour les dispositifs constructifs (structures au feu du bâti, murs coupe-feu...). Il est ainsi proposé à l'exploitant de réaliser un bilan de conformité de son installation sous 9 mois par rapport à l'ensemble de ces prescriptions. Utilement, l'exploitant pourra se rapprocher de son fournisseur, une fois la première campagne de rejet d'air réalisée (qui devra être menée sous un délai de 3 mois), afin de vérifier de l'atteinte des résultats escomptés. Un tel délai de 9 mois pour réaliser ce bilan de conformité permettra ainsi à l'exploitant de réaliser un premier retour d'expérience du fonctionnement de son installation. Ce bilan sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, il est également rappelé que le système de rétention des cuves de l'installation est un système passif, qui ne peut pas être interconnecté à un quelconque autre système de vidange

et/ou purge. A ce titre, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de rédiger 2 procédures d'exploitation, la première ayant pour objectif de définir la périodicité de vérification du bon état des rétentions (associée possiblement aux opérations de nettoyage de ces dernières en cas de présence d'égouttures), la deuxième ayant pour objectif de définir explicitement les opérations de purge telles qu'envisagées dans le dossier. Cette deuxième procédure explicitera précisément le rôle et l'utilisation des deux cuves précitées de 1000 L et 600 L, ainsi que les procédures du contrôle de leur remplissage et de la gestion de la consigne associée (cadenas). Ces procédures d'exploitation seront affichées et connues des opérateurs intervenant sur l'installation.

Enfin, il est proposé de mettre à jour les arrêtés préfectoraux en vigueur en :

- actualisant le tableau de nomenclature des installations classées, le nom et la description des conduits en ajoutant le nouveau conduit et en supprimant celui relatif au décapage thermique ;
- en supprimant la notion de teneur à 3 % en O<sub>2</sub> telle que mentionnée à l'article 3.2.2.3 de l'arrêté préfectoral initial de 2007.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'encadrer, par un arrêté préfectoral complémentaire, les modifications apportées par le nouvel équipement au regard de la réglementation en vigueur, du porter-à-connaissance et des échanges lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires